

Date de convocation :
24 février 2023**Séance du 3 mars 2023****Président : M. Xavier ODO****Secrétaire(s) : Mme Victoria MARI.**Nombre de conseillers :
en exercice : 29
présents : 22**Présents : Mmes – MM. :**

Xavier **ODO**, Isabelle **GAUTELIER**, Guillaume **MOULIN**, Najoua **AYACHE**, Florian **RAPP**, Victoria **MARI**, Frédéric **SERRA**, Irène **DARRE**, Christophe **CABROL**, Marie-Claude **MASSON**, Nathalie **COURREGES**, Hervé **NOUZET**, Amar **MANSOURI**, Olivier **CAPELLA**, Maxime **MONTET**, Delphine **FAURAND**, Aurélie **FRONTERA**, Florian **CAMEL**, Roland **DÉCOMBE**, Jérôme **BUB**, Daniela **SEIGNEZ**, Monji **OUERTANI**

Ont donné procuration : Mmes – MM. :

Maria **MARTINEZ** à Marie-Claude **MASSON**, Djamel **MESAI-MOHAMMED** à Hervé **NOUZET**, Charlotte **MARLIAC** à Olivier **CAPELLA**, Chloé **OLLAGNIER** à Florian **RAPP**, Théo **VIGNON** à Najoua **AYACHE**, Pia **BOIZET** à Roland **DÉCOMBE**, Arnaud **DEROUBAIX** à Victoria **MARI**

**EXERCICE 2023 - AUTORISATIONS DE PROGRAMMES - CRÉDITS DE PAIEMENT
- RÉVISION**

Vu les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales (CGCT) portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement ;

Vu l'article L263-8 du code des juridictions financières partant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget ;

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable codificatrice M57 ;

Un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire.

Pour engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité de la dépense la 1^{ère} année puis reporter d'une année sur l'autre le solde.

La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement est une dérogation à ce principe de l'annualité budgétaire désormais prévue par la nomenclature budgétaire et comptable M57.

Cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagement.

Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme et crédits de paiement sont encadrés par des articles du CGCT et du code des juridictions financières :

Les autorisations de programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme. Le budget de N ne tient compte que des CP de l'année.

Chaque autorisation de programme comporte l'exercice des crédits de paiement. La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Maire.

Elles sont votées par le Conseil municipal, par délibérations distinctes, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives :

- La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps. Dès cette délibération, l'exécution peut commencer (signature d'un marché par exemple).
- Les crédits de paiement non utilisés une année doivent être repris l'année suivante par délibération du Conseil municipal au moment de la présentation du bilan annuel d'exécution des AP/CP.
- Toute les autres modifications (révision, annulation, clôture) doivent faire l'objet d'une délibération.

Le suivi des AP/CP est également retracé dans une annexe à chaque étape budgétaire (budget primitif, décisions modificatives, compte administratif).

En début d'exercice budgétaire, les dépenses d'investissement rattachées à une autorisation de programme peuvent être liquidées et mandatées par le Maire jusqu'au vote du budget (dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme).

Il est proposé au Conseil municipal de modifier et d'actualiser pour 2023 les autorisations de programmes et les crédits de paiement (AP/CP) suivants :

Libellé	Montant de l'AP	Réalisés antérieurs	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
Montants en euros						
Pôle sportif Marie-Amélie Le Fur	1 400 000,00	1 184 369,42	215 630,58			
Réhabilitation école Pasteur	8 930 000,00	1 626 858,87	5 610 032,61	1 450 000,00	205 000,00	38 108,52
Réhabilitation église St Pierre	1 150 000,00	121 045,34	328 954,66	700 000,00		
Rénovation Centre Chervet	1 700 000,00	00,00	399 000,00	70 000,00	831 000,00	400 000,00

L'autorisation de programme pour la rénovation de l'église Saint-Pierre est modifiée pour intégrer les travaux nécessaires sur le bâtiment adjacent de « la Croisée des Mondes » et prendre en compte les études et aménagements nécessaires pour la rénovation du patrimoine exceptionnel découvert à l'intérieur de l'église.

L'ensemble des crédits de paiements cumulés pour 2023 représente la somme de 6 553 617,85 €.

Après avoir entendu le Rapporteur et délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL

DÉCIDE de modifier et d'actualiser les autorisations de programme et les crédits de paiement (AP/CP) tels qu'indiqués dans les tableaux ci-dessus ;

AUTORISE Monsieur le Maire à liquider et mandater les dépenses correspondantes aux crédits de paiement 2023 indiqués dans les tableaux ci-dessus ;

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter toutes participations financières

potentielles, en particulier toutes subventions
auprès des partenaires concernés, et de s'assurer
l'attribution et à l'encaissement de ces recettes

A l'**unanimité** des suffrages exprimés par 24 voix pour.
5 abstentions

Pour extrait conforme,

Le Maire,
Xavier ODO.

La Secrétaire,
Victoria MARI.